

LE CHOIX DE L'INSOUMISSION

Romain Pédron

28/11/2016

Dans *Le choix de l'insoumission* (Seuil, septembre 2016, 18 euros, 384 pages), Jean-Luc Mélenchon revient, avec Marc Endeweld, sur son parcours politique, ses convictions, l'évolution du paysage politique français. Romain Pédron en présente pour *Esprit critique* les enjeux pour le Parti socialiste que l'on retrouve en filigrane dans l'ouvrage.

Avril 2012 : Jean-Luc Mélenchon arrive à la quatrième place au premier tour de l'élection présidentielle avec 11,1% des voix. C'est six fois mieux que Marie-Georges Buffet, candidate du Parti communiste français cinq ans plus tôt, qui avait réuni... 1,93% des voix. Démissionnaire du Parti socialiste en 2008, Jean-Luc Mélenchon aura trouvé en quatre ans un véritable créneau électoral, réussissant à rallier à lui le PCF et la Gauche Unitaire, et à lancer sa propre organisation : le Parti de Gauche.

En 2017, Jean-Luc Mélenchon se veut de nouveau candidat à l'élection présidentielle. Il vient de faire paraître avec Marc Edenweld, grand reporter à *Marianne*, *Le choix de l'insoumission*, où il revient sur son long parcours politique et explique ses choix d'aujourd'hui. Pas un coup d'essai pour un homme politique qui a fait parler de lui dans le passé avec *Le hareng de Bismarck*, *Qu'ils s'en aillent tous*, ou encore *En quête de gauche*. Pas non plus très original à une époque où – comme l'a montré Christian Le Bart dans *La politique en librairie* – le livre est devenu un point de passage obligé pour tout candidat à la magistrature suprême.

L'ouvrage de Marc Edenweld et Jean-Luc Mélenchon doit ainsi être lu pour ce qu'il est : un instrument de positionnement, où l'intervieweur d'un média reconnu est autant un moyen éditorial qu'une façon de (re)-légitimer un acteur politique souvent accusé de populisme et de démagogie. Toutefois, loin d'être une coquille vide, *Le choix de l'insoumission* est riche de l'histoire de son co-auteur, Jean-Luc Mélenchon, entré en politique à la fin années 1960, ancien militant trotskyste, sénateur de l'Essonne pendant vingt ans, ministre délégué à l'Enseignement professionnel dans le gouvernement de Lionel Jospin, et désormais député européen.

Le livre donne à voir plus de quarante ans d'histoire de la gauche à travers les yeux de celui qui en est devenu – qu'on s'en réjouisse ou pas – une figure clef. On revient ainsi en 1968, où Jean-Luc

Mélenchon est lycéen à Lons-le-Saunier, dans le Jura. Le lycée ferme ses portes, raconte-t-il : "nous occupons la Maison des jeunes pendant des semaines et des semaines, nous créons des commissions... Nuit Debout avant l'heure". Il parle de ses premiers initiateurs en politique : "il y avait des adultes magnifiques de générosité intellectuelle, qui étaient les animateurs de cette Maison des jeunes".

Puis, c'est l'arrivée à la "fac" de Besançon en 1969, où Jean-Luc Mélenchon adhère à l'Unef, où trotskystes-lambertistes et communistes sont au bord du divorce. Il prend une décision : "il fallait choisir, et j'ai choisi les trotskystes. Plutôt par rancune des événements tchèques de 1968". En 1972, il est élu président du syndicat local et, en 1973, c'est la mobilisation contre la loi Debré. Il explique : "à partir de là, la technique de combat que je vais mettre au point va être pratiquement toujours la même, toute ma vie[...] trois niveaux se mettent immédiatement en place : l'idée politique qui est derrière, le syndicat qui est le déclencheur de l'action et le mouvement qui est autonome, il a ses propres délégués, son propre bureau organisateur".

Finalement, "dans la crue du Nil, le plus important ce n'est pas de contrôler l'eau qui monte, mais de savoir utiliser les alluvions qui se déposent. Tout mouvement social féconde notre champ d'existence politique". C'est une des idées-force de l'ouvrage et de l'homme politique, qui arrive au Parti socialiste en 1976, à la fin de ses études. De retour à Lons-le-Saunier, il est nommé secrétaire fédéral adjoint chargé des entreprises. Il raconte : "la section PS de l'usine Solvay, les conférences de militants syndicalistes des fromageries ou de l'industrie de la lunette, c'était mon domaine [...]. Ainsi, la section socialiste était en fait à l'image de la société à laquelle on voulait s'adresser". Et Jean-Luc Mélenchon de rappeler le concept de "front de classe" de Jean Popperen : rassemblement de toutes les catégories de travailleurs face au capitalisme.

En 1978, c'est l'arrivée dans l'Essonne, à Massy, où Claude Germon le nomme directeur de cabinet, avant son élection comme conseiller municipal en 1983. C'est l'époque des comités de quartiers et budgets participatifs, sous influence rocardienne, avec une autre jeune élue socialiste : Marie-Noëlle Lienemann. Le député européen retient : "il y avait en tout cas des univers sociaux qui se côtoyaient et se liaient, ce qui faisait la force et la stabilité de la ville [...] Le mélange social a pris. Car la ville part de la population, pas du bâti. Le bâti, c'est l'illusion des technocrates". S'il admet à son interlocuteur journaliste être devenu petit à petit "un grand seigneur féodal" sur ces terres essonniennes "creuset du Parti socialiste", le candidat à l'élection présidentielle veut rappeler : "à l'époque, tout n'était pas luttes de personnes, l'idéologie comptait beaucoup. Par exemple, la présence des militants aux portes des usines et des écoles étaient encore des rites sacrés".

Pourtant, doucement mais sûrement, Jean-Luc Mélenchon semble avec les années Mitterrand

s'éloigner de la réalité sociale pour se focaliser sur le pouvoir et ses appareils. S'il se connecte avec les nouveaux mouvements, dont SOS Racisme, grâce à son amitié avec Julien Dray, ce n'est plus dans les énergies de ce type qu'il trouve sa puissance d'action. Sous le gouvernement Rocard, il essaie de remettre la barre du parti à gauche : "première séquence, on essaie de rectifier le parti à coups de mouvements sociaux. Ca ne donne rien". Il en vient alors à des méthodes beaucoup plus politiciennes. "Nous participons à tous les complots pour prendre la tête du Parti socialiste [...]. Nous nous y sommes perdus", admet-il. À propos de la Gauche socialiste, fondée en 1988, il raconte même : "un courant qui est parti pour refonder le Parti socialiste sur la base des mouvements sociaux en vue d'un débordement général s'implique ensuite dans une série ininterrompue de complots avec des zigs et des zags d'une telle violence ! Les gens ne comprennent plus ce qu'on est en train de faire, ce n'est pas le plus beau moment de notre vie politique".

L'aventure avec le Parti socialiste n'est pas pour autant encore terminée et Jean-Luc Mélenchon vit un épisode heureux quelques années plus tard comme ministre délégué à l'Enseignement professionnel dans le gouvernement de Lionel Jospin. À propos du passé trotskyste de ce dernier, il écrit d'ailleurs : "il y en avait partout des trotskystes ! Parce que génération après génération, le Parti socialiste était l'éponge qui absorbe tout. Vous aviez la génération des PSU de la guerre d'Algérie, après la génération des socialistes *sabra* nés avec le Nouveau Parti socialiste, après vous avez eu les trotskystes qui traînaient de tous les côtés, puis vous avez eu la génération de SOS Racisme... Le flux ne s'est interrompu que lorsqu'il n'y a plus eu de luttes de masses. À ce moment-là, les apparatchiks ont tout submergé". Après les manifestations de 1999 à Seattle, il crée justement Nouveau Monde pour se rapprocher des sphères altermondialistes. Mais il doit constater, dit-il, le désintérêt de ses camarades pour "ce genre de refonte idéologique". Pour lui, désormais, "il ne s'agit plus d'être un courant du PS, mais un courant de la société. Celui qui est en train de se construire sous l'égide de l'altermondialisme".

En 2005, il fait ainsi campagne contre le Traité constitutionnel européen. Un moment clé, selon le futur leader du Front de Gauche : "la campagne nous a ressourcés dans notre milieu. J'ai refait des réunions ouvrières. Et je vois bien qu'il y a là un parti que j'ai appelé par la suite le *parti sans murs*". Finalement, c'est au congrès de Reims en novembre 2008 qu'il quitte le Parti socialiste pour fonder dans la foulée le Parti de Gauche. Il raconte le meeting de lancement : "je passe en revue toutes les branches que l'histoire de la gauche a produites au fil des décennies, et je dis "nous allons être le parti creuset de tout cela"". Démarre alors un véritable travail idéologique autour de "la puissance évocatrice des symboles et leur capacité fédératrice". Il raconte notamment comment *La Marseillaise* est devenue une habitude lors de ses meetings - malgré les réticences de certains de ses cadres. Il explique : "voilà comment une bataille culturelle, sans s'annoncer en tant que telle, sans se présenter comme une sorte de discours pédant de recommandations absconses et de

raisonnements mortifiants, simplement parce que l'on touche au bon endroit, peut déclencher des réactions d'adhésion, de fédération".

L'enjeu pour lui, c'est désormais "l'intérêt général humain". Jean-Luc Mélenchon raconte : "je me suis dit que si cela marchait pour cet espace politique particulier en 2012, cela pouvait marcher pour des millions d'autres gens, qui ne demandent qu'à mettre en commun des aspirations qui tournent autour de l'intérêt général humain". Le concept est large et, couplé à l'idée de "fédérer le peuple", pose de véritables questions sur la dimension... populiste du discours mélenchonien. Au sens du chercheur allemand Jan-Werner Müller, c'est en effet la revendication d'un monopole de représentation populaire – et non la critique des élites – qui caractérise le populisme. À ce jeu, le député européen navigue par moments en eaux troubles. Il n'empêche, son parcours – tel que relaté dans l'ouvrage – pose plusieurs questions essentielles : quelle est aujourd'hui la base sociale et idéologique des formations progressistes ? D'où viennent leurs militants et où ont-ils construit leur représentation du monde ? Quels mouvements sociaux les nourrissent et les renouvellent ? Quels relais peuvent-ils activer pour faire passer leurs messages et rester connectés à la réalité des citoyens ?

Après le succès de la Manif' pour tous, dont les connexions avec l'UMP ne cessent de se renforcer, avec la création du mouvement Sens commun notamment, un défi majeur émerge. C'est celui du rapport entre les formations progressistes et les mouvements sociaux de gauche : Nuit Debout, zadistes ou encore initiatives féministes comme *16h34*. Aux États-Unis, après l'élection historique de Donald Trump, Bernie Sanders écrivait d'ailleurs dans le *New York Times* le 11 novembre dernier : "Je crois fermement que le Parti démocrate doit rompre les liens avec l'élite des grandes entreprises et devenir de nouveau une formation de militants, de classes populaires, de personnes âgées et de pauvres. Nous devons ouvrir les portes à l'énergie et à l'idéalisme des jeunes et à tous les Américains qui se battent pour la justice économique, sociale, raciale et environnementale". Remettre les partis au cœur de la société et aux mains de ceux qui l'animent : et si c'était le moyen de relever enfin le défi de la défiance et d'une saine démocratie représentative ?